

Nouvelle victoire électorale d'Hugo Chavez

*Hocine Belalloufi
Mercredi 10 Octobre 2012
La Nation.info*

Quatorze années passées à la tête de l'Etat n'ont pas empêché Hugo Chavez de remporter une victoire nette et sans bavure à l'élection présidentielle du 7 octobre 2012. Le « président des pauvres » rempile donc pour un nouveau mandat qui devrait le mener jusqu'à 2019. Mais en attendant, quelle signification politique peut bien revêtir ce succès ?



Hugo Chavez dirige le Venezuela depuis 1998. Crédits photo : JORGE SILVA/REUTERS

Près de 81% des électeurs vénézuéliens ont pris part au scrutin présidentiel qui a vu l'actuel titulaire de la charge se faire réélire avec 54,5% des voix contre 45% à son concurrent Henrique Capriles Radonski. Cette formidable mobilisation des deux camps a couronné une campagne électorale intense à laquelle de nombreux citoyens de tous âges, sexes, conditions sociales et couleurs politiques ont pris part, des semaines durant.

Afin de saisir la signification de ce troisième mandat présidentiel consécutif obtenu par Hugo Chavez, il convient de tenter de cerner les enjeux politiques de la bataille. Le premier d'entre eux résidait dans la poursuite ou l'arrêt du processus bolivarien de récupération de la souveraineté nationale sur l'économie du pays et de remise en cause des inégalités sociales, processus engagé par le gouvernement du président Chavez depuis quatorze années maintenant. Le second enjeu, tout aussi important, résidait dans le renforcement ou l'affaiblissement de la dynamique de remise en cause de la domination impérialiste étasunienne sur l'Amérique latine. D'Ottawa à Buenos Aires en passant par Washington, La Havane,

Bogota, La Paz, Brasilia et Santiago... la campagne a été suivie à la trace et le vote scruté à la loupe par les partisans et adversaires d'Hugo Chavez.

Il convient de tenter de cerner les contours et la substance économique, sociale, politique et idéologique des camps en présence afin d'apprécier relativement correctement la signification du rapport de forces qui se dégage à l'occasion de ce scrutin.

L'opposition abandonne sa vieille tactique

En 15 années de pouvoir, Hugo Chavez a organisé 14 élections : des présidentielles, des législatives et des locales, un référendum révocatoire à l'initiative de l'opposition et un autre sur l'instauration d'un Etat socialiste. Ce dernier constitue le seul scrutin perdu par le président qui a en revanche remporté tous les autres.

Le Venezuela est le pays où l'on vote le plus dans le monde et les scrutins tenus depuis 1998 se sont révélés absolument transparents, certifiés ISO 2012 par le Centre Jimmy Carter de supervision des processus électoraux créé par l'ancien président américain ! Seuls des journaux étrangers, à l'exemple du très « sérieux et réputé » quotidiens français Le Monde, poursuivent aussi inlassablement que pathétiquement leur grossière campagne de désinformation au sujet du Venezuela. Confrontée à l'implacable réalité politique vénézuélienne, l'opposition de droite a finalement pris conscience du caractère contre-productif des calomnies qu'elle déversait depuis quinze années sur le compte de Chavez. Elle a finalement renoncé à porter ces ridicules accusations de fraude à l'encontre de l'administration de Caracas.

De même a-t-elle cessé de qualifier le régime de Chavez de dictature. Quatorze élections certifiées ISO par Carter en quinze ans, de multiples partis d'opposition de droite (plus d'une trentaine) entièrement libres de leurs mouvements, une domination de l'oligarchie sur le plan médiatique – contrôle des principaux journaux, télévisions et radios – et une accointance ouverte avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne ont fini par faire comprendre aux représentants politiques les plus lucides de la droite vénézuélienne qu'il convenait d'abandonner l'accusation particulièrement ridicule de dictature proférée à l'encontre du régime... Une telle accusation ne faisait que révéler l'inconsistance politique de cette opposition. Le Monde et tous ses confrères qui partagent sa ligne à l'échelle internationale ne sont bien évidemment pas obligés, eux, de rompre avec la calomnie et le mensonge. Ils continuent donc de s'en donner à cœur joie, pas toujours de façon très subtile. Il est vrai qu'ils ne risquent pas d'être sanctionnés par des électeurs vénézuéliens avertis.

Le visage et les habits neufs de l'opposition oligarchique

Ayant tiré quelques leçons de ses déboires passés, l'opposition de droite a cette fois-ci rassemblé ses forces. Une trentaine de formations politiques ont misé sur un candidat au profil de jeune premier et en bonne santé face à un « vieux » Chavez malade (atteint d'un cancer). Henrique Capriles Radonski symbolisait pour ses promoteurs le renouveau de la vie politique vénézuélienne face à un Chavez incarnant l'usure du pouvoir qu'il exerce depuis quinze longues années.

Jouant la carte de l'apaisement et de la bonne gestion, le candidat de l'oligarchie affirmait vouloir mettre fin aux affrontements politiques et aux divisions idéologiques. Il a donc renoncé à mener une offensive frontale contre le président vénézuélien et a appelé à la réconciliation et au dépassement des anciens clivages surannés. Il a axé sa critique sur le plan économique en dénonçant la gabegie de la gestion gouvernementale et en proposant de rompre avec « l'utilisation de la rente pour financer les projets sociaux ».

Un vrai faux nouvel homme politique

Se présentant sous les traits avenants d'une nouvelle étoile politique, Capriles représente en fait tout ce qu'il y a de plus traditionnel dans la vieille droite réactionnaire vénézuélienne. Fils d'une famille de riches multimilliardaires et catholique ardent, ce « jeune homme » de 40ans est un pur spécimen politique et idéologique de l'oligarchie vénézuélienne qui a, des décennies durant, pillé les richesses du pays et exploité son peuple pour le compte des Etats-Unis.

Cet homme « nouveau », que l'on présente comme « politiquement vierge », a déjà une carrière politique d'une quinzaine d'années derrière lui. Elu député à 26 ans, maire d'un arrondissement de Caracas puis gouverneur de l'Etat du Miranda dans le Nord, le candidat battu a un riche passé politique... de droite, même s'il a tenté, durant la campagne, de revêtir les habits d'un candidat « centriste de gauche ».

Il a d'abord été élu député du parti démocrate chrétien (COPEI), un parti néolibéral corrompu. Il a fondé par la suite une nouvelle formation de droite, Primero Justicia, accusée d'avoir bénéficié de financements occultes provenant de détournements de fonds publics et d'organismes proches de la CIA étasunienne : National Endowment for Democracy (NED) et International Republican Institut (IRI).

En 2002, au cours du coup d'Etat militaire avorté contre Hugo Chavez, Capriles, maire d'un riche quartier de Caracas, se distingua par sa participation à l'attaque de l'ambassade de Cuba. Enfin, en 2008, devenu Gouverneur de l'Etat de Miranda dans le Nord, il supprima les cliniques et projets d'enseignement mis en place par Chavez en direction des catégories démunies de la société...

Un programme néolibéral classique

Capriles ne peut en effet ignorer le visage du nouveau Venezuela forgé par Chavez. Cela l'empêche de tenir un discours néolibéral décomplexé. Mais ses propositions relèvent bien, elles, du registre classique des néolibéraux.

Ainsi se propose-t-il de privatiser la Compagnie nationale du pétrole dont les revenus forment 90% des recettes en devises du pays. Critiquant l'utilisation de cette « rente » pour financer des programmes sociaux qui ont permis à des millions de Vénézuéliens de sortir de la misère, de bénéficier pour la première fois de leur vie d'une réelle prise en charge en matière de santé et d'accéder, leurs enfants et eux, au système éducatif, notre homme de « centre-gauche » a affirmé que la compagnie pétrolière nationale privatisée n'aurait, s'il accède au pouvoir, qu'une « finalité commerciale ».

Son programme comporte également des mesures de gauche comme la privatisation du système des retraites, la diminution des effectifs de fonctionnaires, l'élimination des initiatives publiques dans le secteur de l'alimentation ainsi que la suppression du contrôle des prix des produits de base. Le marché bienfaiteur recouvrerait alors le monopole de la distribution des aliments, permettant à toute une série d'intermédiaires de prospérer sur la misère du plus grand nombre. Comme au bon vieux temps d'avant Chavez.

Enfin Capriles propose de « décentraliser l'Etat », non pour le rapprocher des citoyens dans une logique de démocratie participative, mais pour transférer la gestion des hôpitaux et écoles publics, de l'approvisionnement en eau et en électricité, des routes et des services culturels et sportifs aux Provinces. Celles-ci, les plus pauvres en particulier, se trouvant dans l'incapacité de prendre en charge de telles dépenses, cela équivaut à une privatisation rampante des services publics.

Les raisons d'une victoire

Face au candidat de l'opposition, Chavez a d'abord fondé sa victoire sur son bilan. Au plan économique, le gouvernement vénézuélien a commencé à remettre en cause la domination du capital international sur l'économie du pays et ce, en dépit des tentatives de sabotage menées au niveau interne par les partisans de l'oligarchie. On se souvient de la grève pétrolière de 2002 qui visait à mettre l'économie à genoux. Aujourd'hui, la banque centrale n'est plus soumise au FMI. Elle a récupéré l'or du pays qui se trouvait à

l'étranger. Afin d'échapper à la domination absolue du dollar, le Venezuela a créé avec d'autres nations du sous-continent une monnaie commune, le Sucre, pour promouvoir des échanges mutuellement avantageux.

Sur le plan social, le gouvernement a effectué de grandes réalisations au profit de la majorité de la population pauvre. Des missions sociales ont permis, avec l'aide de Cuba, de sortir de la pauvreté et de l'exclusion et d'accéder à l'eau, à la santé et à l'éducation. Tous les indicateurs sociaux confirment les résultats positifs de ces missions. L'inflation atteignait les 50% au début des années 2000. Elle a pratiquement été réduite de moitié (27%).

Les néolibéraux soutiennent – il s'agit d'une véritable obsession chez eux – que ces réalisations proviennent de l'utilisation de la « rente pétrolière ». L'argent du pétrole a effectivement financé les missions sociales du gouvernement. Mais ce qu'oublie pudiquement de rappeler les néolibéraux, c'est que cette même rente finissait, du temps béni où le Fmi dictait sa conduite au pays par l'intermédiaire du pouvoir de l'oligarchie, dans les caisses des multinationales, des banques étrangères et des couches parasitaires locales.

La signification d'une victoire

En votant pour Chavez, la majorité des 19 millions d'électeurs vénézuéliens ont sanctionné positivement son bilan et opté pour la poursuite de cette politique. Ils ont soutenu son « plan pour la patrie 2013-2019 » qui prévoit la mise en œuvre de grandes missions : la mission Vivienda de construction de 3 millions de logements, la mission Amor mayor qui devrait aligner et augmenter les pensions de retraite des salariés, des mères au foyer, des travailleurs de l'informel, des petits paysans et pêcheurs sur le salaire minimum. La mission Fils du Venezuela fera bénéficier les enfants en difficulté et leurs mères d'un accès à l'éducation, à la santé gratuite... ainsi qu'à une aide financière.

Mais si Hugo Chavez a remporté une nette victoire, l'opposition n'a pas été écrasée. Elle relève la tête, semble avoir trouvé un chef et défini une tactique électorale. Il lui faudra consolider ces acquis pour espérer triompher. Elle espère que les ennuis de santé du charismatique président vénézuélien le contraindront à abandonner le pouvoir avant la fin de son mandat. Espoir ténu, mais qui peut totalement écarter le scénario pire ?

Mais Chavez et ses partisans devront néanmoins s'interroger sur le score de l'opposition. L'oligarchie dont l'opposition est l'expression politique ne représente pas 45% de la population. Elle est extrêmement minoritaire sur le plan social, ce qui signifie qu'elle a marqué des points et acquis une surface électorale appréciable (près de 50%). Une partie de la population, parmi les couches moyennes, mais également au niveau des couches déshéritées, ne semble pas satisfaite de la politique de Chavez.

Il est vrai, comme le reconnaissent nombre de partisans du projet bolivarien, que tout n'est pas parfait. La corruption et la bureaucratie opportuniste fragilisent les réalisations du gouvernement qu'elles menacent à terme. Autre préoccupation de taille, l'inflation reste élevée et sanctionne en premier lieu les catégories démunies. Elle menace de fait une bonne partie des réalisations du gouvernement. La violence urbaine constitue un autre fléau majeur à éradiquer impérativement.

Le gouvernement Chavez condamné à approfondir la révolution bolivarienne

Le Venezuela dirigé par Hugo Chavez n'a pas le choix. Il est contraint d'aller de l'avant en s'attaquant au pouvoir économique de l'oligarchie et en remettant toujours davantage en cause la dépendance du pays vis-à-vis du marché mondial dominé par une poignée de puissances capitalistes (les pays du G 7) qui imposent leur loi au reste du monde. Il devra pour ce faire s'appuyer résolument sur la population en s'attaquant à la bureaucratie de l'Etat et du parti présidentiel qui entrave la mobilisation et l'engagement populaire, conditions de la réussite de l'entreprise bolivarienne.

La dépendance vis-à-vis des hydrocarbures (90% des recettes en devises du pays) révèle le fort degré de dépendance de l'économie du pays. Mais contrairement à ce qu'affirment les néolibéraux qui soutiennent qu'étatisme économique rime avec sujétion à la « rente pétrolière », cette dépendance découle d'abord et avant tout d'une division internationale du travail imposée par les grands pays capitalistes qui assignent à chaque pays une place et un rôle particuliers répondant aux intérêts généraux de l'impérialisme.

Elargir la résistance régionale et internationale dans un contexte difficile

Remettre en cause la place et le rôle de producteur d'hydrocarbures pour le centre capitaliste (Etats-Unis essentiellement) relève d'une stratégie régionale et mondiale que Chavez a commencé à mettre en œuvre avec la mise en place de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (Alba), l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et l'adhésion au Mercosur (Marché du cône sud du continent).

Rompant avec la logique de la recherche effrénée du profit, des nations latino-américaines (du Sud et du Centre du continent) ont commencé à tisser des relations fondées sur des bases égalitaires et mutuellement avantageuses. C'est ainsi que Caracas cède une partie de son pétrole gratuitement ou à un prix très réduits à un certain nombre de pays de la région (Nicaragua, pays de la zone des Caraïbes...). Une dynamique régionale d'autonomisation économique, financière et politique à l'égard des Etats-Unis se met en place.

Cet axe de la stratégie bolivarienne s'avère décisif. Il s'étend à d'autres pays menacés par la triade impérialiste (Etats-Unis, Europe, Japon) tels que l'Iran qui tente de remettre en cause la domination absolue du dollar sur les échanges pétroliers.

Des victoires indéniables ont ainsi été remportées en Amérique latine. La précieuse réélection de Chavez en constitue une nouvelle, pleine de promesses. Mais la joie ne doit pas se transformer en euphorie car des nuages sont apparus ces dernières années. Le chemin s'est révélé particulièrement ardu pour Hugo Chavez, Rafael Correa, Evo Morales et Christina Kirchner. Cuba fait toujours face à un embargo qui tente de l'étouffer. Les Etats-Unis d'Obama et leurs alliés locaux ont réussi à renverser deux présidents légitimes par un coup d'Etat militaire (Honduras) et un coup d'Etat constitutionnel (Paraguay). La droite est revenue au pouvoir au Chili et s'est renforcée en Colombie... La dérive social-libérale du Brésil se confirme avec Dilma Rousseff, ce qui ne signifie pas pour autant que la première puissance sud-américaine à renoncer à défendre l'indépendance du pays et du continent face aux Etats-Unis.

La lutte qui oppose depuis près de deux siècles les peuples d'Amérique latine aux Etats-Unis se poursuit donc de plus belle sur fond de crise mondiale du capitalisme qui accroît l'agressivité des grandes puissances impérialistes. L'aptitude des dirigeants politiques à exprimer fidèlement les aspirations de leurs peuples, à satisfaire leurs revendications élémentaires et à leur permettre de prendre effectivement leur destin en marche déterminera l'issue de ce combat.